

Communiqué de presse

Les instruments financiers pour la protection du climat existent : mais si elle veut atteindre ses objectifs, la Suisse devra les utiliser davantage

Zurich, le 19 novembre 2020

La Suisse veut réduire de moitié sa production de gaz à effets de serre d'ici 2030, et les ramener à zéro d'ici 2050. Le secteur financier joue un rôle de premier plan dans la réalisation de ces objectifs nationaux, qui sont aussi des objectifs mondiaux. Dans son étude, Swiss Sustainable Finance (SSF) met en lumière divers instruments financiers qui facilitent la transition vers une économie et une société respectueuses du climat. Ce rapport contient également des recommandations et des pistes concrètes destinées à faciliter leur mise en œuvre.

On estime à 3'500 milliards de dollars le volume d'investissement annuel nécessaire, d'ici 2050, pour transformer les systèmes énergétiques mondiaux de manière à atteindre l'objectif de 1,5° prévu par la Convention de Paris sur le climat. Ce montant gigantesque, calculé par le Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)¹, ne tient pas compte des autres secteurs tels que l'agriculture et l'immobilier. De toute évidence, le secteur financier a sa place dans ce processus. Dans son dernier rapport, intitulé « *Financing the Low Carbon Economy – Instruments, Barriers and Recommendations* », Swiss Sustainable Finance présente une palette de solutions financières disponibles dès aujourd'hui pour promouvoir une économie respectueuse du climat. Ce compendium décrit 16 instruments et approches dont la mise en œuvre est illustrée par 8 études de cas.

Des investissements directs pour un effet de levier accru

D'après l'étude de SSF, près d'un tiers des investissements réalisés en Suisse en 2019 bénéficiaient déjà d'une approche de gestion durable ; il s'agissait généralement d'investissements réalisés sur le marché secondaire. S'il était possible, d'emblée, de financer ou d'assurer directement de nouveaux projets respectueux du climat, on pourrait en attendre un impact encore plus important. C'est pour cette raison que le rapport présente en détail cette liste d'instruments, en explique le fonctionnement et en évalue le degré de maturité : obligations vertes, investissements immobiliers directs, prêts hypothécaires verts, investissements sur les marchés privés, financements solidaires ou contrats de performance énergétique, entre autres. Le rapport commente également l'efficacité de la législation environnementale suisse, et en particulier son influence sur le succès des différentes solutions financières.

Un immense potentiel illustré par des études de cas propres à la Suisse

À l'aide d'exemples concrets, le rapport explique l'efficacité de ces solutions financières dans la pratique. Ainsi, la Ville de Lausanne a créé une société qui loue des toitures pour y installer des panneaux photovoltaïques. L'électricité ainsi produite est alors vendue directement à des

utilisateurs locaux, avec le double avantage d'offrir à l'exploitant un investissement rentable et aux clients, l'accès à une source d'électricité renouvelable abordable. Un autre exemple met en évidence le rôle primordial d'un fonds spécialisé dans le financement d'infrastructures pour la réalisation de projets à forte intensité de capital comme des centrales électriques basées sur des sources d'énergie renouvelables. Le rapport évoque encore une solution d'assurances innovante et favorable aux investissements générateurs d'économies d'énergie pour les PME, en ce sens qu'elle couvre le risque que les économies annoncées de l'investissement se révèlent inférieures aux prévisions. Ce modèle a été mis en oeuvre avec succès par une fondation suisse en Amérique latine ; il sera bientôt déployé en Europe.

Plusieurs recommandations concrètes pour améliorer le cadre réglementaire

On est loin d'avoir épuisé tout le potentiel des solutions financières citées. Pour que ces solutions financières réussissent à mobiliser les capitaux nécessaires au passage à une économie respectueuse du climat, il est urgent de lever les barrières qui font obstacle à leur application plus large. Sur ce point, SSF envisage plusieurs approches : ainsi, le secteur privé - avec l'appui des pouvoirs publics – devrait combler les lacunes dans le domaine des données relatives à la durabilité et à la compatibilité climatique. Pour contribuer au développement de ce marché, il faudrait créer des définitions et des normes claires pour les investissements respectueux du climat et lancer des efforts de formation ciblés sur ce thème. La définition de signaux de prix corrects dans l'économie réelle est également l'un des facteurs essentiels pour la mise en oeuvre efficace de ces solutions financières : le prix fixé pour le CO₂ pourra garantir un développement rapide de technologies respectueuses du climat et l'obsolescence de technologies à forte intensité en CO₂. Enfin, le gouvernement peut continuer à promouvoir les instruments les plus appropriés par le recours à des programmes soit incitatifs, soit susceptibles de réduire le risque d'investissement.

Le recours massif à ces instruments accélère la mutation vers une économie respectueuse du climat

Une chose est claire cependant: le secteur financier dispose déjà d'une large palette d'instruments susceptibles d'apporter leur contribution à la réalisation des objectifs climatiques de la Suisse et à une transformation rapide de l'économie mondiale. Tous les acteurs du secteur financier suisse y trouveront un point de départ à leurs réflexions, comme le montre le tableau 1 du rapport. Les instruments disponibles doivent être utilisés de la manière la plus large possible, de manière à accélérer la mutation vers une économie et un environnement social respectueux du climat.

¹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2019) : Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C.

Contact :

Swiss Sustainable Finance
Sabine Döbeli, Directrice
Tél. +41 44 515 60 52
sabine.doebeli@sustainablefinance.ch
www.sustainablefinance.ch

Swiss Sustainable Finance
Jean Laville, directeur adjoint à Genève
Tel. +41 22 907 71 06
jean.laville@sustainablefinance.ch
www.sustainablefinance.ch

Informations complémentaires

- > Financing the Low Carbon Economy ([Rapport complet rédigé en anglais](#), synthèses [en allemand](#) et [en français](#))
- > Introduction au rapport par la directrice de SSF ([Courte vidéo](#))
- > [Newsletter SSF](#) (bimestrielle)
- > [Twitter @SwissSustFin](#)
- > [LinkedIn Swiss Sustainable Finance](#)

Swiss Sustainable Finance (SSF) renforce la position de la Suisse en tant que voix et acteur de premier plan dans le domaine de la finance durable par des efforts d'information, de formation et d'encouragement de la croissance. Fondée en 2014, l'association a des bureaux à Zurich, Genève et Lugano. À l'heure actuelle, SSF compte plus de 160 membres et partenaires : prestataires de services financiers, investisseurs, universités et hautes écoles, administrations, etc. Autres informations : www.sustainablefinance.ch